

Vers une économie « humaine » ? Sous la direction de Laurent Loty, Jean-Louis Perrault, Ramón Tortajada, Desroche H., Lebreton L. J., Lefebvre H., Mounier E., Perroux F. Hermann Editeur, 2014, 616 pages.

Danièle Demoustier

Numéro 340, avril 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1037407ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1037407ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Demoustier, D. (2016). Compte rendu de [*Vers une économie « humaine » ?* Sous la direction de Laurent Loty, Jean-Louis Perrault, Ramón Tortajada, Desroche H., Lebreton L. J., Lefebvre H., Mounier E., Perroux F. Hermann Editeur, 2014, 616 pages.] *Revue internationale de l'économie sociale*, (340), 127–129.
<https://doi.org/10.7202/1037407ar>

NOTES DE LECTURE

Vers une économie « humaine » ?

Sous la direction de Laurent Loty,
Jean-Louis Perrault, Ramón Tortajada,
Desroche H., Lebret L. J., Lefebvre H.,
Mounier E., Perroux F. Hermann
Editeur, 2014, 616 pages.



Au moment où de plus en plus de citoyens cherchent à réhumaniser une économie destructrice de ressources naturelles, de richesses humaines et de cohésion sociale, les Actes du colloque

« Vers une économie humaine ? », qui revisitent la pensée d'auteurs un peu oubliés aujourd'hui tels que L. J. Lebret (1897-1966), H. Lefebvre (1901-1991), F. Perroux (1903-1987), E. Mounier (1905-1950) et H. Desroche (1914-1994), bien connus des lecteurs de la *Recma*, nous interpellent sur la manière de concevoir cette transformation économique. Les quatre décennies principales couvertes (entre 1930 et 1970), à partir d'une crise économique, sociale et politique vue aussi comme une crise morale et spirituelle, ont en effet produit des pensées non conformistes visant à échapper à l'alternative entre libéralisme et totalitarisme. Puisant leur inspiration à la fois dans le christianisme, l'associationnisme et le marxisme, ces différents penseurs engagés partageaient l'ambition de construire une « définition de l'économie humaine » à partir d'une approche morale, politique et scientifique.

Après une présentation des « itinéraires de ces cinq personnalités », l'ouvrage, riche et foisonnant, regroupe les communications en quatre autres parties : les origines chrétiennes et socialistes de leurs écrits ; leur rapport aux « pouvoir, économie, institutions » ; leurs conceptions de « la croissance

et du développement humain » ; la dernière partie, plus hétéroclite, présentant des moyens recherchés pour activer « cette création collective » (de la planification à la recherche-action), avec quelques digressions dans un but d'actualisation.

Ces analyses révèlent, sous des formes diverses, le même souci de conjuguer recherche et implication, méthodes d'analyse et méthodes pédagogiques à partir des expériences de la vie quotidienne. A travers des pratiques et des développements différenciés, elles traduisent la même critique de l'individualisme, du libéralisme, du capitalisme ou du totalitarisme et convergent vers une même finalité : construire une « économie de l'Homme et pour l'Homme », par et pour « tout l'Homme et tous les Hommes ». Le terme « économie humaine » a été proposé en 1940 par Lebret, qui l'a fait reposer sur trois piliers : « l'idéal communautaire, la hiérarchie des besoins et la solidarité ». Il n'est pas explicitement utilisé par tous, mais ses références sont partagées : la primauté de l'homme sur l'argent, du travail sur le capital, de l'implication et de l'engagement sur l'aliénation et la soumission. L'économie est donc appréhendée comme science morale, politique et scientifique ; elle ne saurait être laissée à la seule discipline des économistes. Les réflexions sur la nature humaine et les critiques sociales sont alimentées par les apports du christianisme (plus indirectement pour Lefebvre), de l'associationnisme, de Fourier à Gide, en passant par Buchez et Proudhon (plus lointain pour Perroux), et du marxisme (moins exploré par Mounier). Du christianisme, on retiendra la transcendance, la foi dans l'Homme, sa capacité de responsabilité et de fraternité, l'influence de la doctrine du « bien commun » de saint Thomas d'Aquin, fondatrice de la doctrine sociale de l'Eglise (de Léon XIII et Pie XI jusqu'au concile Vatican II) ; de l'associationnisme, la nécessité d'une

utopie sociale mobilisatrice et d'une organisation collective ; du marxisme, l'historicité et l'analyse des processus d'aliénation et de domination, plus que d'exploitation, compte tenu de la place accordée à la philosophie et à l'anthropologie économique (chap. 6).

Chacun de ces auteurs a vécu une relation complexe, de continuités et de ruptures, avec les institutions catholiques ou communistes de son époque et a plus ou moins participé à leurs évolutions.

Ils s'accordent pour critiquer et refuser l'individualisme libéral, pour dénoncer la réduction du comportement humain à la figure de l'*Homo œconomicus*, atomisé, atemporel et calculeur. Cet individualisme est le masque de l'aliénation, de la fétichisation (des rapports sociaux en marchandises) et de la mystification, pour Lefebvre. Il faut distinguer l'individu et la personne, à la fois porteuse d'universalité et de singularité, comme être social inséré dans des communautés dans lesquelles et par lesquelles il se construit. La transformation de l'homme est donc nécessaire à celle de la société ; responsabilité et émancipation sont indissociables, selon le personnalisme de Mounier.

L'homme économique est un être de besoins qui s'exprime par le double principe de la protestation et de la créativité (Lebret) ; il faut accepter les dissociations de la personne comme celles des pratiques sociales, les conflits de la pensée et de la vie quotidienne (Lefebvre). L'homme coopératif (Desroche) est pris dans les tensions dynamiques entre le moteur de son imagination et le principe de réalité quotidienne. L'étude particulière de la place des femmes (comme « personnes » à part entière par Mounier et comme actrices du développement par Desroche) fait l'objet d'un chapitre distinct (chap. 31), consacré à leur nécessaire reconnaissance dans l'espace public, à la valorisation de leurs ressources, savoirs expérimentiels et engagements, ainsi qu'à leur participation croissante à des projets collectifs.

Des « passeurs » porteurs de sens critique

Ces auteurs partagent une vision optimiste de l'avenir qui ne s'incarne pas dans la notion de progrès ou de croissance, mais dans celle de « développement humain », de « montée humaine », de « développement intégral » pour « tout Homme et tout l'Homme ». L'amélioration du niveau de vie doit se faire principalement par la qualité de vie et la dynamique participative (soit territoriale, soit nationale).

Les alternatives organisationnelles peuvent alors se regrouper dans le projet d'une « troisième voie » entre capitalisme et communisme, avec néanmoins deux variantes assez distinctes.

- Sur la période 1930-1941, on valorise la profession et la corporation (des pêcheurs pour Lebret), l'économie corporative par la communauté de travail (Perroux, 1938), « expression qui visait à la différencier du corporatisme fasciste » (chap. 17). Il ne s'agit pas de nier la place de l'initiative et de l'épargne privée, du marché et des prix, mais de les insérer dans une démocratie fonctionnelle qui fasse converger les différents intérêts.
- Après la Libération, l'expérience de Vichy et de la guerre les conduit à retrouver la portée de l'utopie (globale et concrète), de la démocratie économique et sociale, du rôle médiateur des institutions comme le droit et les contre-pouvoirs (Mounier), du droit à la ville (Lefebvre), de l'action des collectifs auto-organisés comme les coopératives (Desroche), de la pluralité des organisations. Pour Perroux, la planification, fruit de la « création collective », de la négociation et de la recherche de consensus, permet globalement de redéfinir le pacte entre l'Etat et la société civile (chap. 26). Elle doit assurer une maîtrise collective (et nationale) de l'industrialisation, du progrès technique et de l'ouverture des frontières, dont les autres auteurs ont plutôt tendance à relever les effets aliénants.

La diversité de leurs trajectoires et de leurs positionnements explique sans doute que ces penseurs, fondateurs de revues

reconnues (*Espirit, Economie et Humanisme, Economie et Société, Economie appliquée, Tiers Monde...*), inlassables « passeurs » au-delà des frontières (en Amérique latine ou en Afrique) ont eu des disciples, mais n'ont pas fondé d'école. Imprégnés de sens moral et porteurs de sens critique, marginalisés dans leurs institutions, soucieux d'« indiscipline », ils portent l'exigence d'une réelle pensée de l'avenir de l'humanité; mais ils n'ont pas réussi à la formaliser dans une « idéologie structurée et vulgarisée », du fait de la domination des pensées et méthodologies libérale, keynésienne et marxiste à leur époque. Mais aussi, sans doute, à cause de la survalorisation de la conscience et de l'engagement humains ainsi que du « bien commun » et de la minoration du rôle de la propriété privée, de la concurrence et des contradictions sociales. De ce point de vue, on peut regretter que les communications présentées développent peu d'analyse critique (hormis sur le corporatisme de Lebret, chap. 11). Leurs pensées restent toutefois de véritables creusets dans lesquels les générations actuelles, soucieuses de la reprise en main de leur vie quotidienne, peuvent puiser une vision, un engagement, des analyses, des méthodologies et des démarches pour construire la nouvelle économie humaine de demain.

DANIÈLE DEMOUSTIER

L'utopie en héritage : le Familistère de Guise (1888-1968)

Jessica Dos Santos. *Presses universitaires François-Rabelais, Tours, 2016, 452 pages.*



Jessica Dos Santos retrace un épisode de l'histoire économique et sociale qui s'étend sur huit décennies : la vie du Familistère de Guise après la mort de son fondateur charismatique, Jean-Baptiste Godin.

L'auteur organise son livre en trois grandes parties chronologiques, après avoir montré à quel point nous sommes ignorants de l'histoire du Familistère à partir des années 1890. La première partie – « Le temps du deuil » –, qui suit la mort du fondateur et qui va jusqu'en 1914, est elle-même divisée en trois chapitres. Jessica Dos Santos y retrace la vie du Familistère à partir de trois approches : le socialisme d'entreprise, la naissance d'une communauté et le Familistère dans son environnement. Le Palais social y est décrit comme un isolat républicain et socialiste.

La deuxième partie, composée elle aussi de trois chapitres, couvre la période allant de la Première Guerre mondiale à la veille de la Seconde : elle repose sur l'idée selon laquelle, à partir de 1918, l'héritage laissé par Godin est à reconstruire de fond en comble. Après avoir retracé le triste sort du Familistère pendant les quatre ans de guerre, Jessica Dos Santos décrit les modalités de sa reconstruction avec le soutien de l'Etat. Cette reconstruction est rapide, encouragée par le contexte économique favorable des années 1920. Mais à partir de la décennie suivante, le Palais social est gravement touché par la crise économique. Jessica Dos Santos s'interroge : ses œuvres sociales ne sont-elles pas, dès lors, un frein à la compétitivité ? C'est à cette époque que les dirigeants du Familistère, et d'abord le premier d'entre eux, René Rabaux, sont tentés par la solution corporatiste. Jusqu'en 1939, le Familistère est traversé par des tensions internes, qui sont nées lors d'une grève dix ans plus tôt. Il apparaît également de plus en plus comme un « empire » au sein de la République. Il se tient en effet à l'écart de la vie politique et sociale nationale, notamment durant le Front populaire, vis-à-vis duquel ses dirigeants ne sont paradoxalement guère favorables.

Dans une troisième partie – « Evoluer pour survivre » –, Jessica Dos Santos retrace cette histoire pendant la période 1938-1968, à travers deux chapitres. L'un est consacré